



Cahiers balkaniques

44 | 2016

Grèce-Roumanie II : histoires mêlées et regards
croisés au XX^e siècle

Les relations gréco-roumaines sous l'impact de « l'invasion turque » à Chypre

Greek-Romanian Relations under the Impact of the Turkish Invasion of Cyprus

Οι ελληνορουμανικές σχέσεις κάτω από την επίδραση της τουρκικής εισβολής

στην Κύπρο

Alkisti Sofou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ceb/9728>

DOI : 10.4000/ceb.9728

ISBN : 978-2-85831-240-5

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-239-9

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Alkisti Sofou, « Les relations gréco-roumaines sous l'impact de « l'invasion turque » à Chypre », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 44 | 2016, mis en ligne le 06 décembre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/9728> ; DOI : 10.4000/ceb.9728

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Les relations gréco-roumaines sous l'impact de « l'invasion turque » à Chypre

Greek-Romanian Relations under the Impact of the Turkish Invasion of Cyprus
Οι ελληνορουμανικές σχέσεις κάτω από την επίδραση της τουρκικής εισβολής στην Κύπρο

Alkisti Sofou

Grivas, les colonels et 1974

- 1 Indépendante du Royaume-Uni depuis 1960, la République de Chypre est en proie tout au long des années 1960 à de violents affrontements entre communautés turque et grecque. Les Turcs et les TMT¹ réclament le partage de l'île ; les Grecs du groupe armé de Georges Grivas², l'EOKA³, souhaitent l'*enosis*, c'est-à-dire le rattachement de Chypre à la Grèce. Avec l'instauration de la dictature des colonels en Grèce en 1967, les relations entre Nicosie et Athènes se tendent. En 1971, Grivas revient sur l'île pour organiser l'EOKA II⁴, et il bénéficie du soutien des officiers grecs, nommés par la junte, qui encadraient la garde nationale chypriote selon les décisions de 1959. Grivas appelle au renversement de l'archevêque Makarios (président chypriote élu en 1959) et lance de multiples attaques et attentats, pratique des enlèvements et dirige des sabotages. Après sa prise de pouvoir, le 25 novembre 1973, Dimitrios Ioannidis, le dictateur invisible d'Athènes, juge indispensable de réaliser l'*enosis* pour redorer le blason du régime. Mais Makarios constitue un obstacle. En 1974, il exige de la Grèce le rappel de certains de ses officiers qui opèrent sur l'île, menacent son indépendance et fomentent des tentatives d'assassinat contre lui. En réaction, Athènes lance, le 15 juillet 1974, un coup d'État contre Makarios, qui parvient à s'enfuir. Les putschistes installent Nikos Sampson comme « Président » de Chypre. Sous prétexte de protéger la minorité turque de possibles exactions grecques, la Turquie décide d'intervenir militairement le 20 juillet et occupe

rapidement la partie septentrionale de l'île⁵. Lâché par l'armée qui refuse de s'engager dans une guerre contre les Turcs, et privé de l'appui des États-Unis, le régime des colonels s'effondre le 24 juillet. La Turquie n'en reprend pas moins son avance à la mi-août et n'évacue pas les 38 % du territoire qu'elle contrôle au nord de la « ligne Attila » sur laquelle ses troupes se sont arrêtées. Makarios retrouve ses fonctions de Président à la fin de l'année 1974 et doit faire face, en février 1975, à l'autoproclamation d'un État fédéré turc de Chypre. En 1983, cet État de fait, institué par la conquête, se proclame République turque de Chypre du Nord ; il n'est, au plan international, reconnu que par la Turquie.

Caramanlis et Chypre

- 2 Devant le débarquement turc, à Athènes, le général Phaedon Ghizikis, placé par la junte à la présidence de la République, fait alors appel à Constantin Caramanlis. C'est ainsi que ce dernier, le 24 juillet, à 2 heures du matin, arrive à Athènes à bord de l'avion de Valéry Giscard d'Estaing, après onze années d'exil. Immédiatement après son investiture, il forme un « gouvernement d'union nationale ». Dans son allocution du 25 juillet 1974, Caramanlis dit : « Le premier et suprême devoir du gouvernement est d'affronter tous les dangers extérieurs accumulés à cause de l'actualité dramatique. » Qualifiant l'affaire chypriote de « cause nationale », il poursuit : « En ce moment je pense avant tout à Chypre, qui souffre et dont nous défendrons de toutes nos forces l'indépendance et l'intégrité⁶. »
- 3 C'est donc à celui qui a signé les accords de Zurich et de Londres établissant l'indépendance chypriote qu'il revient de gérer les conséquences du fiasco de la junte, tout en assurant la transition et la stabilisation démocratiques de la Grèce. Il faut noter que Caramanlis a été vivement critiqué pour avoir signé cet accord. Pour beaucoup de Grecs et de Chypriotes, cet accord de Zurich mettait en effet sur les rails la partition de l'île⁷.
- 4 À partir de juillet 1974, le dogme défensif grec change complètement : le danger ne provient plus du Nord, mais de l'Est. L'invasion turque de Chypre ne constituait plus une éventuelle menace, mais un réel danger pour l'intégrité territoriale de la Grèce. Et pour cause. Le conflit avec la Turquie s'envenime et des revendications provocatrices de sa part viennent s'ajouter à la crise chypriote.
- 5 C'est, en effet, en 1974, que les Turcs contestent les limites du plateau continental grec en Égée et de l'espace aérien grec. Ils contestent aussi à la Grèce le droit de militariser les îles de la mer Égée. Qui plus est, le 30 juillet 1974, le Premier ministre turc déclara que « la Turquie et la Grèce devraient être chargées en commun de la défense des îles de la mer Égée, puisque les deux pays sont alliés dans le cadre de l'OTAN⁸ ».
- 6 Le discours d'investiture de Caramanlis au Parlement grec, le 11 décembre 1974, après sa victoire aux élections législatives un mois auparavant, révèle les composantes de la politique extérieure grecque :

La politique extérieure de la Grèce est déterminée par sa position géopolitique et les intérêts de la nation. Géographiquement, politiquement et idéologiquement, la Grèce appartient à l'Ouest. Et la Grèce vise à sa collaboration surtout avec l'Europe pour renforcer sa sécurité, pour sa prospérité et son progrès culturel⁹.

[...] La politique de mon pays [dit-il un peu plus loin] est basée sur l'amitié avec tous les peuples et avant tout avec ses voisins [...]. La collaboration interbalkanique

devra se développer de telle façon que les Balkans – appelés jadis la poudrière de l'Europe – deviennent un modèle de collaboration pacifique entre des pays ayant des systèmes socioculturels différents¹⁰.

- 7 Caramanlis, en réaffirmant l'appartenance de son pays au camp occidental, procède à la redéfinition en profondeur de la politique extérieure de la Grèce. Il s'investit dans une diplomatie multilatérale plaidant pour les intérêts nationaux.
- 8 Pendant la dictature, les relations de la Grèce avec l'Europe pouvaient être qualifiées de « crise contrôlée », tout en donnant néanmoins la priorité aux impératifs économiques. Même si la Grèce a été exclue ou s'est auto-exclue – du Conseil de l'Europe, en 1969, pour violation de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, elle avait développé progressivement des échanges économiques avec des pays comme la France, la Grande-Bretagne, la RFA et l'URSS (malgré la condamnation du régime par cette dernière et l'anticommunisme des colonels).
- 9 L'option fondamentale de Caramanlis était l'adhésion de la Grèce à la CEE. Par ailleurs, l'invasion de Chypre a révélé le danger qu'il y avait à dépendre exclusivement de l'alliance avec les États-Unis. Ainsi, quelques semaines après l'instauration d'un gouvernement démocratique, la Grèce quitte le commandement intégré de l'OTAN. Caramanlis s'applique aussi au rétablissement de la confiance avec ses voisins septentrionaux. La politique du bon voisinage ébauchée par les colonels avait été fragilisée après le coup d'État de Ioannidis, le 25 novembre 1973. Les réactions des pays balkaniques à l'égard de la crise chypriote en sont révélatrices.

Les pays balkaniques face au problème chypriote

- 10 Le gouvernement fédéral de Yougoslavie condamna le coup d'État de Nikos Sampson, et prit une position favorable à la Turquie, en justifiant l'invasion turque tout en appelant au rétablissement des autorités constitutionnelles.
- 11 La Bulgarie, elle aussi, condamna le coup d'État contre Makarios en faisant connaître qu'elle ne reconnaissait pas le gouvernement des putschistes. Ce pays figurait parmi les États qui avaient demandé une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU et le retrait de l'armée grecque de Chypre. L'attitude de ces deux pays évolua après la chute de la dictature des colonels. C'est le début d'Attila II – la seconde offensive qui permit à la Turquie d'étendre sa zone d'occupation en août 1974 –, qui eut un effet catalyseur sur l'amélioration des relations de la Grèce avec la Bulgarie et la Yougoslavie¹¹. Cette violation du droit international et de l'indépendance d'un État souverain membre de l'ONU suscita de fortes réactions de la part de la Bulgarie et de la Yougoslavie, mais aussi de la Roumanie. La Bulgarie condamna la Turquie et fit connaître solennellement qu'elle se positionnait en faveur de l'intégrité territoriale de l'île.
- 12 Les pourparlers entre la Grèce et ses voisins des Balkans à propos de la situation chypriote commencèrent en décembre 1974 à Athènes, avec la visite de Milos Minic, vice-président et ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie et ils se terminèrent à la fin du mois de février 1975, avec la visite du ministre des Affaires étrangères de Roumanie, George Macovescu.
- 13 Minic remit à Caramanlis une note du maréchal Tito dans laquelle le président de la Présidence collégiale condamnait à la fois le coup d'État contre Makarios et l'invasion turque. Tito insistait sur le fait que :

Le précédent gouvernement grec doit assumer l'entière responsabilité des conséquences issues de cet acte ; [...] Nous sommes pour la cessation immédiate de l'invasion turque et pour le retrait de ses armées. Nous demandons l'application immédiate de la décision 353 du Conseil de sécurité de l'ONU¹².

- 14 Le 2 septembre 1974, Maliça, envoyé spécial du gouvernement de Ceaușescu, invita Caramanlis à faire une visite officielle à Bucarest. Maliça remit également une note de la part de Ceaușescu qui assurait le Premier ministre grec que la Roumanie désirait une solution à la crise chypriote dans le cadre de l'ONU, solution qui respecterait l'intégralité territoriale et l'indépendance de Chypre.
- 15 De son côté, Caramanlis effectua des visites officielles à Bucarest, Belgrade et Sofia, entre mai et juillet 1975. Ces visites lui permirent de renouer des relations bilatérales et multilatérales, non seulement politiques, mais aussi techniques, économiques et culturelles¹³.

Les relations gréco-roumaines

- 16 Quant aux relations gréco-roumaines, elles se sont déroulées sous le signe de la cordialité et de la compréhension.
- 17 Des relations commerciales et culturelles entre la Grèce et la Roumanie avaient déjà été établies par Georges Papandréou et Nicolae Ceaușescu en 1966. Les échanges commerciaux continuèrent pendant la dictature des colonels, bien que le Parti communiste grec, clandestin à l'époque, et de nombreux réfugiés politiques aient trouvé asile en Roumanie. Les dictateurs voyaient d'un bon œil la Roumanie, pays non slave qui avait condamné l'invasion russe en Tchécoslovaquie et qui défiait, encore à l'époque, la doctrine Brejnev subordonnant la souveraineté nationale à la défense du système socialiste. De plus, la Grèce n'avait aucun contentieux historique sérieux avec la Roumanie.
- 18 Une anecdote évoque bien les relations chaleureuses entre les deux pays : le 23 août 1971, l'ambassadeur de Roumanie, Pacuraru, fut autorisé à présenter la fête nationale roumaine à la télévision nationale grecque, pourtant étroitement contrôlée par la junte des colonels à l'époque¹⁴.
- 19 En décembre 1970, les deux pays ont signé un accord commercial qui prévoyait l'importation en Grèce des produits roumains d'une valeur de 19 millions de dollars. En juillet 1971, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, Corneliu Manescu, en visite officielle en Grèce, remit au dictateur Georges Papadopoulos une invitation officielle à Bucarest¹⁵. Ce fut la première et unique invitation que le dictateur eût jamais reçue. Ceaușescu devait, en retour, effectuer une visite officielle à Athènes en novembre 1973, mais les événements insurrectionnels de l'École Polytechnique ont rendu sa visite impossible.
- 20 Les 26 et 27 mai 1975, Caramanlis effectua une visite officielle à Bucarest. Alors que la Grèce vivait les premiers moments de sa III^e République, la Roumanie, elle, connaissait les premières années de « la crispation despotique d'un clan et de la catastrophe économique d'une nation » pour employer les termes d'Olivier Delorme¹⁶. La Roumanie, membre du GATT (Organisation mondiale du commerce), de la Banque mondiale, du FMI, et intégrée au système de préférences généralisées de la CEE, était entrée depuis cinq ans dans une crise économique¹⁷. L'après-midi du 26 mai, Caramanlis rencontra Ceaușescu. Lors de la

conférence de presse donnée à l'issue de cette rencontre, le Premier ministre grec remercia la Roumanie de son soutien dans la crise chypriote et souligna la nécessité de résoudre les problèmes gréco-turcs afin d'éviter des rebondissements qui mettraient en danger la paix dans les Balkans et la Méditerranée orientale.

- 21 Le compte-rendu de cette rencontre, disponible dans les archives de la Fondation Constantin Caramanlis nous révèle certains détails de leur discussion à propos de Chypre : Ceaușescu assura Caramanlis que son pays soutenait les positions grecques, c'est-à-dire le retrait des forces turques de la zone occupée, ainsi que l'indépendance, l'intégrité et la neutralité de Chypre. En analysant la crise chypriote, il était, on le voit, sur la même longueur d'onde que les autres pays balkaniques : c'est la junte grecque qui avait eu une grande part de responsabilité en organisant le coup d'État pour renverser Makarios. C'est alors que Caramanlis demanda à Ceaușescu s'il considérait comme justifiée l'invasion turque. Et Ceaușescu de répondre qu'il ne justifiait ni l'invasion turque ni l'attentat contre Makarios. Cependant, il a tenu à préciser qu'un éventuel affrontement entre la Grèce et la Turquie constituerait une menace pour tous les Balkans. C'est pourquoi il jugeait nécessaire un effort commun des pays balkaniques pour résoudre cette crise.
- 22 En effet, la Roumanie prit plusieurs initiatives à propos de la crise chypriote. Quand le président des États-Unis, Gerald Ford, effectua une visite à Bucarest en août 1975, Ceaușescu aborda le problème de la crise chypriote. Cependant, Ford resta vague en disant que « les États-Unis adhèrent à la paix en Europe¹⁸ ». George Macovescu, ministre des Affaires étrangères, jugeait nécessaire une réunion des pays balkaniques et méditerranéens dans le cadre de l'ONU. La Bulgarie de son côté demanda une Conférence internationale sur la crise chypriote. Les deux propositions n'ont guère eu de répercussions.
- 23 Semblable fut l'attitude des pays d'Europe occidentale lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki de 1973 en 1975, qui réunissait les États-Unis, l'URSS, le Canada et les États d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest, à l'exception de l'Albanie. Les accords issus de cette conférence affirment l'inviolabilité des frontières nées de la Seconde Guerre mondiale, le respect de la souveraineté des États et la non-intervention dans les affaires intérieures d'un État étranger. Ils encouragent la coopération entre les pays et affirment l'obligation de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Rares sont les chefs d'État ou de gouvernement présents qui mentionnent les événements de juillet 1974. Seuls le Premier ministre grec Constantin Caramanlis, le président chypriote Makarios, le premier secrétaire du PC bulgare Todor Jivkov, le maréchal Tito, et le chef de l'État roumain, Nicolae Ceaușescu, déplorent l'intervention turque¹⁹. Ainsi, malgré la présence de tous les protagonistes de l'affaire chypriote, la Conférence fut incapable de faire appliquer à Chypre les principes qu'elle entendait définir pour toute l'Europe. Cela montre qu'à l'époque, tant à l'Est qu'à l'Ouest, les seules frontières qui importaient étaient celles qui allaient « depuis Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste sur l'Adriatique ». La ligne tracée entre Pyrgos et Famagouste restait secondaire. La situation n'a guère changé depuis lors.

BIBLIOGRAPHIE

ALFORD Jonathan (ed.), 1984, *Greece and Turkey: Adversity in Alliance*, London: Gower.

BALUSSOU Madeleine, 1981, « Les échanges de la Roumanie avec l'OCDE (1970-1980) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 12, n° 4, p. 91-114.

URL : http://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1981_num_12_4_2369 (consulté le 13 novembre 2016).

BRAD Ion, 2012, *Μυστικές συναντήσεις στην Ελλάδα* [Rencontres secrètes en Grèce], Αθήνα: Επίκεντρο.

CARAMANLIS Constantin, 1995-1997, *Κωνσταντίνος Καραμανλής: Αρχείο: Γεγονότα και Κείμενα* [Constantin Caramanlis : Archives – Événements – Textes], vol. VIII, Αθήνα: Ίδρυμα Καραμανλή.

DELORME Olivier, 2013, *la Grèce et les Balkans : du V^e siècle à nos jours*, vol. III, Paris : Gallimard, coll. « Folio histoire ».

STANKOVIC Slobodan, 1974, *The Cyprus Crisis and the Balkan Pact*, 19 August 1974, HU OSA 300-8-3-11037, Records of Radio Free Europe/Radio Liberty Research Institute, Publications Department, Background Reports, Budapest: Open Society Archives at Central European University.

SVOLOPOULOS Constantin, 1987, *Η Ελληνική πολιτική στα Βαλκάνια, 1974-1981* [La politique grecque dans les Balkans, 1974-1981], Αθήνα: Ευρωεκδοτική.

VEREMIS Thanos, 1982, *Greek Security: Issues and politics*, Adelphi Papers, no. 179, London: International Institute for Strategic Studies.

NOTES

1. Türk Mukavemet Teşkilatı = Organisation turque de résistance, fondée en 1958 par Raouf Denktash, pour se défendre contre l'EOKA.
2. Chypriote, lieutenant-colonel de l'armée grecque. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut le créateur et le chef de l'Organisation X, auxiliaire des nazis, royaliste et d'extrême droite. Après la libération de la Grèce, l'Organisation X joua un rôle important dans la guerre civile grecque. En novembre 1954, Grivas rentra à Chypre et créa un mouvement clandestin, l'EOKA. Le 1^{er} avril de la même année, il lança la lutte armée contre les Britanniques.
3. EOKA: Εθνική Οργάνωση Κυπρίων Αγωνιστών = Organisation nationale de combattants chypriotes, créée en 1954 pour lutter contre les Britanniques et les milices chypriotes turques.
4. L'EOKA II est expressément dirigée contre le président de la République chypriote, l'ethnarque Makarios que Grivas juge trop peu enclin à lutter pour l'*enosis*.

5. D'après la constitution chypriote, la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne sont garantes de l'indépendance de l'île et doivent la protéger contre tout changement de statut, ce que serait l'*enosis*.
6. Constantin CARAMANLIS, 1995-1997, *Κωνσταντίνος Καραμανλής: Αρχείο. Γεγονότα και Κείμενα* [Constantin Caramanlis : Archives – Événements – Textes], vol. VIII, Αθήνα: Ίδρυμα Καραμανλή, p. 29-30.
7. L'ambassadeur de France à Athènes, Guy de Charbonnières, rapporte que Caramanlis appréhendait les difficultés dans l'application de ce régime imposé à Chypre. Pour plus d'informations, voir Olivier DELORME, 2013, *la Grèce et les Balkans : du V^e siècle à nos jours*, vol. III, Paris : Gallimard, coll. « Folio histoire », p. 1578-1580.
8. Jonathan ALFORD (ed.), 1984, *Greece and Turkey: Adversity in Alliance*, London: Gower.
9. Constantin CARAMANLIS, 1995-1997, *op. cit.*, p. 258.
10. Cité dans Constantin SVOLOPOULOS, 1987, *Η Ελληνική πολιτική στα Βαλκάνια, 1974-1981* [La politique grecque dans les Balkans, 1974-1981], Αθήνα: Ευρωεκδοτική, p. 153.
11. Pour plus d'informations, voir Thanos VEREMIS, 1982, *Greek Security: Issues and Politics*, Adelphi Papers, no. 179, London: The International Institute for Strategic Studies.
12. Slobodan STANKOVIC, 1974, *The Cyprus Crisis and the Balkan Pact*, 19 August 1974, HU OSA 300-8-3-11037, Records of Radio Free Europe/Radio Liberty Research Institute, Publications Department, Background Reports, Budapest: Open Society Archives at Central European University.
13. Constantin CARAMANLIS, 1995-1997, *op. cit.*, p. 395-409.
14. Ion BRAD, 2012, *Μυστικές συναντήσεις στην Ελλάδα* [Rencontres secrètes en Grèce], Αθήνα: Επίκεντρο, p. 14.
15. *Ibid.*
16. Olivier DELORME, 2013, *la Grèce et les Balkans : du V^e siècle à nos jours*, vol. III, *op. cit.*, p. 1662.
17. *Ibid.*, p. 1665 ; voir aussi Madeleine BALUSSOU, 1981, « Les échanges de la Roumanie avec l'OCDE (1970-1980) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 12, n° 4, p. 97.
URL : http://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1981_num_12_4_2369 (consulté le 13 novembre 2016).
18. *Memorandum of Conversation*, August 2-3, 1975, President Ford – Secretary Kissinger – President Ceaușescu. Embassy of the USA Bucharest, 8 August 1975.
19. Constantin SVOLOPOULOS, 1987, *Ελληνική πολιτική στα Βαλκάνια, 1974-1981* [La politique grecque dans les Balkans, 1974-1981], *op. cit.*, p. 74-79.

RÉSUMÉS

Cet article propose de tracer les grandes lignes de différents aspects des relations de la Grèce et du Premier ministre Constantin Caramanlis avec les pays balkaniques après la chute de la

dictature des colonels et le débarquement turc de Chypre en juillet 1974. Nous insisterons à la fois sur les relations gréco-roumaines de cette période et sur les initiatives prises par la Roumanie au sein des Balkans, auprès de l'ONU et lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki en juillet 1975 pour trouver une solution à la crise chypriote.

This essay aims to trace the outline of various aspects of relations between Greece and the Balkan countries after the fall of the dictatorship of the colonels and the Turkish landing in Cyprus (July 1974). We insist on the Greek Romanian relations during that period as well as on the initiatives to solve the Cyprus crisis taken by Romania in the Balkans, within the UN and at the Conference on Security and Cooperation in Europe held in Helsinki in July 1975.

Η αποκατάσταση της Δημοκρατίας και οι εντάσεις στο Αιγαίο, απόρροια της τουρκικής εισβολής στην Κύπρο έχουν ως αποτέλεσμα την αναθεώρηση της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδας και του αμυντικού δόγματός της. Στο άρθρο αυτό εξετάζονται οι σχέσεις της Ελλάδας και του πρωθυπουργού Κωνσταντίνου Καραμανλή με τα βαλκανικά κράτη από τον Ιούλιο του 1974 έως τον Ιούλιο του 1975. Ιδιαίτερη έμφαση δίνεται στις ελληνορουμανικές σχέσεις και στις πρωτοβουλίες της Ρουμανίας για μια επίλυση του Κυπριακού στα Βαλκάνια, στα Ηνωμένα Έθνη και στη Διάσκεψη για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη, που πραγματοποιήθηκε στο Ελσίνκι τον Ιούλιο του 1975.

INDEX

Index géographique : Chypre, Grèce, Roumanie, Turquie

Keywords : Greek-Romanian relations, Operation Attila, Grivas Georgios (1878-1974), Makarios III (1913-1977), Sampson Nikos (1935-2001), EOKA, TMT, Cyprus, Greece, Romania, Turkey, Second half of the Twentieth century, Diplomatic History

motsclesmk ГРЦИЈА /РОМАНИЈА ОДНОСИ, ОПЕРАЦИЈА „АТИЛА“, ГРИВАС ГЕОРГИОС (1878-1974), МАКАРИЈ III (1913-1977), САМПСОН НИКОС (1935-2001), ΕΟΚΑ, ΤΜΤ, ΚΙΠΑΡ, ΓΡЦИЈА, ΡΟΜΑΝΙЈА, ΤΥΡЦИЈА, ВТОРАТА ПОЛОВИНА НА ДВАЕСЕТТИОТ ВЕК, ДИПЛОМАТСКА ИСТОРИЈА

motsclesel Ελληνο-ρουμανικές σχέσεις, Τουρκική εισβολή στην Κύπρο, Γρίβας Γεώργιος (1878-1974), Μακάριος Γ΄ (1913-1977), Νίκος Σαμπών (1935-2001), ΕΟΚΑ, ΤΜΤ, Κύπρος, Ελλάδα, Ρουμανία, Τουρκία, Δεύτερο μέρος τυ εικοστού αιώνα, Διπλωματική ιστορία

Mots-clés : relations gréco-roumaines, opération Attila, Grivas Georges (1878-1974), Makarios III (1913-1977), Sampson Nikos (1935-2001), EOKA, TMT

Thèmes : Histoire diplomatique

motsclestr Yunan-Romen ilişkileri, Atilla Harekâtı / Kıbrıs Barış Harekâtı, Grivas Georgios (1878-1974), Makarios III (1913-1977), Sampson Nikos (1935-2001), EOKA, TMT, Kıbrıs, Yunanistan, Romanya, Türkiye, Yirminci yüzyılın ikinci yarısında, Diplomatik Tarih

glossaire relations gréco-roumaines, opération Attila, Grivas Georges (1878-1974), Makarios III (1913-1977), Sampson Nikos (1935-2001), EOKA, TMT

Index chronologique : vingtième siècle -- fin

AUTEUR

ALKISTI SOFOU

Université Paris-Sorbonne